

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction	Les pouvoirs publics sont des acteurs économiques importants pour l'économie locale, à travers leurs achats/ventes de prestations. Des Villes comme Carouge, Grand-Saconnex, Plan-les-Ouates ont décidé d'utiliser le Léman dans leurs relations économiques de proximité, et de devenir « bureau de change ». Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	A titre personnel des conseillers administratifs, députés ou conseillers municipaux ont décidé de recevoir une partie de leurs salaires et/ou jetons de présence en léman, des particuliers les ont suivi. Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	Le Léman se crée actuellement en coopérative à but non lucratif (LEMANEX) pour professionnaliser et pérenniser ses activités. Il représente aujourd'hui une alternative financière pour les entreprises et répond à un besoin non couvert par les banques locales, notamment la BCGe - le petit crédit de fonctionnement à taux nul. Comment promouvoir et garantir la pérennité de cette activité économique de « service public », sachant que le plan d'affaire est « rentable » sur 3 ans et demi ?
Walder	Nicolas	Les Verts	Président	Comme Conseiller administratif de la ville de Carouge, j'ai soutenu les études et la mise en place de cette monnaie. Les monnaies locales doivent être largement soutenues. Il faut poursuivre le travail afin que plus de communes du canton y souscrivent. Parallèlement, il faut convaincre la ville de Genève et le canton de s'y lancer. Ce dernier doit intégrer la diffusion de la monnaie locale dans sa politique de promotion économique et de soutien au commerce. Cela peut par exemple passer par l'octroi de prêts en Léman par les grandes fondations d'aide au commerce. Il faudrait aussi y intégrer les grandes régies et fondations publiques qui jouent un rôle économique non négligeable dans notre canton.	Il est indispensable d'étendre le cercle des commerces et entreprises acceptant les transactions en Léman pour que l'on puisse passer à la vitesse supérieure, soit le paiement de salaires en Léman. Lorsque tout ou partie des impôts, du loyer ou des achats alimentaires pourront être réglés en Léman, les dernières réticences tomberont pour l'utilisation plus large de cette monnaie. Une fois le cercle élargit, on pourrait imaginer que la possibilité de paiement en Léman fasse partie des appels d'offres de l'Etat.	En reconnaissant un rôle "public" au Léman et grâce à l'engagement du canton dans sa diffusion et son utilisation d'une part. De l'autre, grâce à un cautionnement ou un soutien cantonal, sachant que le rôle que remplit cette association évite non seulement faillites et chômage en permettant à des entrepreneurs de se lancer ou de développer leur outil mais réduit aussi la pression sur les fondations publiques d'octroi de prêts.
Giannelli	Mark	PDC	Président Fondation ReBin pour le Développement Durable	Les monnaies locales sont un excellent moyen de mettre en valeur une économie de proximité. La monnaie est un objet politique et pas seulement un instrument neutre comme on peut le constater avec l'initiative "Monnaie Pleine". Il est donc important d'en analyser les bienfaits et de faciliter sa promotion et son adoption par d'autres communes. Pourquoi pas ne pas proposer qu'une partie, encore à définir, de l'aide sociale soit versée en Léman. Un moyen éventuel de renforcer le pouvoir d'achat destiné à la région ainsi que redynamiser le circuit économique local.	Le proposer dans les administrations publiques et laisser le choix aux fonctionnaires de recevoir une part de leur salaire en Léman. Certaines subventions ou subsides pourraient aussi être versés sous cette forme.	L'association peut avoir une activité économique, mais l'argent récolté ne peut être utilisé que pour atteindre ces buts et ne peut servir à l'enrichissement des membres individuels ou collectifs. Cela ne veut pas dire qu'elle ne peut pas avoir d'activités commerciales. Cela ne signifie pas non plus qu'elle ne peut pas faire de bénéfices. Mais cela implique qu'ils doivent être réinvestis dans l'association. Négocier avec l'administration fiscale cantonale ou fédérale les conditions permettant la pérennité de l'activité.
Goudal	Renaud	La Liste pour Genève	candidat député			

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction	Les pouvoirs publics sont des acteurs économiques importants pour l'économie locale, à travers leurs achats/ventes de prestations. Des Villes comme Carouge, Grand-Saconnex, Plan-les-Ouates ont décidé d'utiliser le Léman dans leurs relations économiques de proximité, et de devenir « bureau de change ». Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	A titre personnel des conseillers administratifs, députés ou conseillers municipaux ont décidé de recevoir une partie de leurs salaires et/ou jetons de présence en léman, des particuliers les ont suivi. Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	Le Léman se crée actuellement en coopérative à but non lucratif (LEMANEX) pour professionnaliser et pérenniser ses activités. Il représente aujourd'hui une alternative financière pour les entreprises et répond à un besoin non couvert par les banques locales, notamment la BCGe - le petit crédit de fonctionnement à taux nul. Comment promouvoir et garantir la pérennité de cette activité économique de « service public », sachant que le plan d'affaire est « rentable » sur 3 ans et demi ?
MUELLER ABRAMOVI CH	FABIENNE	LALISTE 7 - Femmes 2018 au Grand Conseil	Auteure Productrice Cinéma	Il s'agit de sensibiliser et permettre d'appréhender la questions au fur et à mesure avec des projets simples menés avec des associations locales.	Il s'agit également de sensibiliser.	Investir dans un projet immobilier de logement social avec des partenariats actifs privés et publics afin de pouvoir agir rapidement.
Langer	Valérie	LALISTE Femmes 7	Enseignante et thérapeute corporelle	Je souhaiterais que chaque commune-ville ait son bureau de change et que les villes qui le font déjà puisse coacher celles qui s'y mettent. Ainsi, les relations financières entre les villes pourraient aussi se faire en Léman.	Je souhaiterais que les salaires versés par l'état puissent l'être en partie en Léman, pour encourager une consommation locale en monnaie locale et éviter le circuit bancaire traditionnel. Il faudrait aussi inciter les entreprises privées à faire de même, à travers différents mécanismes qui pourraient par exemple être un abattement fiscal en cas d'engagement à l'utilisation de la monnaie Léman.	Pas de solution
Özdemir	Elçim	LALISTE Femmes	Candidate	Généraliser sur tout le Canton	Continuer les efforts pour rendre attractif et généraliser ce mode de paiement	Élargir son utilisation dans différents milieux de consommation et de consommateur et lui donner plus de visibilité pour meilleur implantation dans l'économie Genevoise.
Golay	Séverine	é&é	Candidate	Je suis pour une monnaie alternative et qui n entre pas en bourse.	Par des sondages et une information via les réseaux sociaux et bien entendu le bouche à oreille.	Je ne suis pas assez renseignée sur le sujet.
Burkhard	Roland	Parti socialiste	Avocat	En faisant mieux connaître aux habitants les avantages de cette monnaie. Pour l'instant, la publicité faite autour de ce sujet est faible. Dans les médias, on voit peu de choses. Il faut donc utiliser les bonnes méthodes de marketing pour augmenter l'usage de cette monnaie.	Voir réponse précédente.	voir réponse précédente.
Bandler	Marko	Parti Socialiste	Député suppléant / membre du comité directeur / rédacteur en chef du journal Post Scriptum			
Alonso Unica	Manuel	Parti socialiste	auditeur financier et lutte contre la criminalité économique			
Leiser	Jean-Marc	PLR	Candidat Grand Conseil			
Nicollier	Pierre	PLR	Ingénieur EPF, Consultant			
Moyard	Salima	socialiste	députée, enseignante, syndicaliste	Expliquer et populariser les avantages de cette monnaie.	Idem	Par un soutien de l'Etat jusqu'à rentabilité, dans des proportions à étudier.
Bustamante	Eric	Vert'Libéraux	Candidat au Grand Conseil			
FONTANA	Jérôme	Les Vert'libéraux	Vice-président des Vert'libéraux genevois	La reconnaissance du Léman doit être élargie au Canton de Genève et à toutes ces communes. L'Etat et les communes pourraient très facilement faire la promotion et développer l'utilisation du Léman en proposant par exemple des prestations moins chers en Léman qu'en CHF. Elles pourraient également payer certaines de leurs factures en Léman en proposant un remboursement plus important en Léman qu'en CHF. Les individus seraient donc inciter (par une politique de prix) à utiliser la monnaie locale, augmentant ainsi la masse de Léman en circulation et garantissant dès lors un meilleur succès de cette monnaie.	Généraliser le paiement des jetons de présence en Léman pourrait passer par une diminution des jetons en CHF et une augmentation proportionnelle en Léman. La diminution de l'un, en CHF, financerait (jusqu'à hauteur de 50% au moins si l'on veut mettre une limite) l'utilisation de l'autre, en Léman. In fine, cela augmenterait le nombre de Léman en circulation et généraliserait son utilisation par un plus grand nombre d'individus.	La pérennité d'un système de petit crédit passera certainement par plusieurs facteurs (déjà éprouvés pour certains systèmes de micro-paiements existants) comme par exemple une gestion du risque ne donnant pas des crédits trop importants mais aussi, autre exemple, en prélevant une micro-taxe sur les transactions électroniques en Léman (de l'ordre de 0.1% par exemple) pour financer un fond de prêts. Si le fond devenait excédentaire, la micro-taxe pourrait être temporairement enlevée (modularité du système).
meyer	philippe	plr	délégué aux affaires économiques	Je m'y emploie à Meyrin où je travaille. J'ai mis en place une systématique circuit court qui n'existait pas auparavant.	Ca, c'est de la responsabilité personnelle de chacun.	Je soutiens à 100% tous les organismes d'aide aux startups et PME (Fongit, FAE, Genilem...). Ces aides doivent être renforcées.

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction	Les pouvoirs publics sont des acteurs économiques importants pour l'économie locale, à travers leurs achats/ventes de prestations. Des Villes comme Carouge, Grand-Saconnex, Plan-les-Ouates ont décidé d'utiliser le Léman dans leurs relations économiques de proximité, et de devenir « bureau de change ». Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	A titre personnel des conseillers administratifs, députés ou conseillers municipaux ont décidé de recevoir une partie de leurs salaires et/ou jetons de présence en léman, des particuliers les ont suivi. Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	Le Léman se crée actuellement en coopérative à but non lucratif (LEMANEX) pour professionnaliser et pérenniser ses activités. Il représente aujourd'hui une alternative financière pour les entreprises et répond à un besoin non couvert par les banques locales, notamment la BCGe - le petit crédit de fonctionnement à taux nul. Comment promouvoir et garantir la pérennité de cette activité économique de « service public », sachant que le plan d'affaire est « rentable » sur 3 ans et demi ?
meylan	jean-michel	vert'libéral	conseiller municipal	je suis de plan-les-ouates, et je suggérerai de publier ou faire savoir via des communiqué ou la presse nos expériences dans ce domaine, j'encouragerai nos dirigeants (conseillers administratifs..) à en parler au sein de l'ACG (assis des communes genevoises)	par des contacts individuels en parlant de nos propres expériences, peut-être cela fera tache d'huile	pas d'idée la-dessus
Besomi	Alessandro	Vert'liberal	Candidat	Il faut laisser les initiatives se développer, et les partenariats se créer. Doit-on approfondir ces expériences? Je ne le pensa pas, on a vu dans des pays comme l'Argentine, qui en pleine crise ont créé ce type de monnaie, puis quand les choses vont mieux, cela complique les échanges et devient un frein au développement.	De nouveau, il faut laisser cette liberté à chacun.	C'est au marché financier et aux personnes qui ont envie de rentrer dans ces crédits de voir comment et à quelles conditions ils veulent prêter.
Wuarin	Marc	Vert'Libéraux	Candidat au Grand Conseil	Il serait souhaitable de renforcer l'acceptation de cette monnaie dans la région. Une campagne de sensibilisation afin que consommateurs et entreprises prennent conscience des enjeux serait utile. Cela encouragerait son adoption.	Je pense que la méthode reste la même que celle citée à la première question. Il faudrait sensibiliser les élu-e-s à la question, et bien expliquer les enjeux environnementaux et sociaux.	Compte tenu des avantages que présente le Léman, un soutien explicite de la part des cantons pourrait être souhaitable. Que ce soit à travers une campagne de sensibilisation, où la généralisation de l'acceptation du Léman comme moyen de paiement au sein des services de l'État.
PREISIG	ROBERT	VERT LIBERAUX	CONSEILLER MUNICIPAL	Fédérer un nombre important de commerçants et producteurs dans tous les domaines de l'économie.	Accompagner la démarche avec l'adhésion des commerces de proximité, sur incitation des autorités concernées.	Faire appel à un financement participatif ou une émission d'actions.
Piguet	Frédéric Paul	Vert'libéraux	candidat au Grand Conseil geneve	Grande question ! L'idée est géniale, mais je cours comme un diable et ne sait pas concrètement où en est "l'offre" de Léman. Il faudrait peut-être dépouillé cette monnaie de son côté "gaucho". Fourastié rapportait que jusque dans les années cinquante, dans les campagnes, on disait "tout par devoir rien par plaisir, mais le devoir avec plaisir". Si on pouvait dire cela dans les villes, aujourd'hui, sans avoir à s'excuser, la solidarité serait plus simple et la cause du Léman s'imposerait. J'aime bien l'idée de patriotisme de la biosphère...	En commençant par s'interroger sur ce que j'écrivais ci-dessus. Il n'y aurait de convivialité authentique que dans la triple obligation conditionnelle, selon les termes d'Alain Cailler commentant Marcel Mauss, de donner, recevoir et rendre. Est-ce qu'un publicitaire de talent saurait mettre cela en scène sans choquer, tout en rendant le tout "sexy" et acceptable? Si l'idée vous tente, je serais heureux de participer au processus.	Je ne parviens pas à faire de lien entre la dernière phrase de la question et ce qui précède. Désolé.
THEVOZ	SYLVAIN	PARTI SOCIALISTE	CANDIDAT GRAND CONSEIL	Publier les listes de ces 500 entreprises qui utilisent le Léman, elles sont peu connues. Valoriser ces entreprises par le biais de prix de reconnaissance, et d'étiquetage clair de celles-ci afin qu'elles puissent être identifiées du grand public.	En valorisant les personnes / entités / associations qui utilisent le Léman. Il y a un déficit de visibilité et de communication. On parle très volontiers du principe ou des initiateurs de ce genre de monnaie, mais la communication sur celles et ceux qui l'utilisent est trop faible.	Augmenter la crédibilité de ce genre de monnaie auprès du grand public. Inviter les genevois-e-s à participer à cette aventure par le biais d'émission de bons à acheter
JEANMONOD	Christian	Vert'libéral	Vice-président section Ville de Genève	Peut-être via l'association des communes genevoises	Par des avantages fiscaux	Par une garantie de l'Etat

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction	Les pouvoirs publics sont des acteurs économiques importants pour l'économie locale, à travers leurs achats/ventes de prestations. Des Villes comme Carouge, Grand-Saconnex, Plan-les-Ouates ont décidé d'utiliser le Léman dans leurs relations économiques de proximité, et de devenir « bureau de change ». Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	A titre personnel des conseillers administratifs, députés ou conseillers municipaux ont décidé de recevoir une partie de leurs salaires et/ou jetons de présence en léman, des particuliers les ont suivi. Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	Le Léman se crée actuellement en coopérative à but non lucratif (LEMANEX) pour professionnaliser et pérenniser ses activités. Il représente aujourd'hui une alternative financière pour les entreprises et répond à un besoin non couvert par les banques locales, notamment la BCGe - le petit crédit de fonctionnement à taux nul. Comment promouvoir et garantir la pérennité de cette activité économique de « service public », sachant que le plan d'affaire est « rentable » sur 3 ans et demi ?
Frammery	Chloé	égalité et équité (é&é)	remplaçante de la mandataire - enseignante de mathématiques	<p>Carouge, Grand-Saconnex et Plan-Les-Ouates sont également des villes qui se sont déclarées "zones hors TISA", c'est-à-dire hors du traité de Libre-échange sur le commerce des services TISA, qui prévoit de mettre un terme à TOUT CE QUI CONSTITUERAIT UNE ENTRAVE AUX PROFITS DES MULTINATIONALES, par exemple les normes de protection des travailleurs comme les CCT, les congés payés, l'assurance accident et perte de gain, ou les directives qui interdisent de produire des OGM sur sol suisse, qui interdisent d'importer d'autres OGM que les 4 autorisés dans par l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV).</p> <p>Cela ne m'étonne guère que ces communes se soient également lancées dans le Léman, afin de favoriser les échanges locaux.</p> <p>Pour généraliser et approfondir ces expériences, il serait intéressant pour ces villes de communiquer largement sur leur ouverture au Léman, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - émettant une brochure d'information à destination des résident.e.s genevois.e.s sur les monnaies locales en Suisse (le Léman, le Farinet, la Gruet, etc.) - apposant des panneaux qui diraient "Carouge (Grand-Saconnex, PLO) utilise le Léman" - en envoyant ses conseillers municipaux pour des auditions dans les autres communes genevoises et romandes - en s'adressant au Conseil fédéral pour demander de généraliser ces pratiques à toute la Suisse 	<p>Pour généraliser et approfondir ces pratiques, je propose que les élu.e.s qui reçoivent une partie de leur rétribution en Léman :</p> <ul style="list-style-type: none"> - émettent une brochure d'information à destination des résident.e.s genevois.e.s sur le sujet - adressent un courrier aux autres élu.e.s (locaux et pourquoi pas fédéraux) qui ne suivent pas encore cette pratique afin de leur recommander de les imiter - reçoivent une rétribution légèrement plus élevée que celles et ceux qui perçoivent celles-ci en CHF, afin d'inciter les non-encore "lémanisés" à demander à l'être. 	<p>Une solution serait de COMMUNIQUER clairement sur le fonctionnement et les modalités liées au Lemanex (moi-même je m'y suis intéressée il y a peu et j'ai pu me renseigner auprès de l'un des concepteurs du Lemanex), afin de consolider le dispositif du Lemanex et augmenter le nombre d'acteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux citoyen.ne.s - aux élu.e.s - au banquiers - banquières
Kast	Carole-Anne	Parti Socialiste	Maire de la Ville d'Onex	<p>La question du "bureau de change" est essentielle pour la diffusion du Léman vis-à-vis d'un public moins sensibilisé. Il faut probablement également en faire un outil plus accessible aux commerces de proximité, même si ils ne sont pas totalement compatibles avec les principes de l'ESS.</p>	<p>Idem question précédente : La question du "bureau de change" est essentielle pour la diffusion du Léman vis-à-vis d'un public moins sensibilisé. Il faut probablement également en faire un outil plus accessible aux commerces de proximité, même si ils ne sont pas totalement compatibles avec les principes de l'ESS.</p>	<p>En obtenir des garanties financières auprès de banques coopératives de plus grandes tailles et des pouvoirs publics.</p>
Meissner	Christina	PDC	candidate au Grand Conseil	<p>Il faut encourager davantage d'entreprises et de collectivités à utiliser des monnaies locales, seule à même de favoriser des circuits économiques locaux et circulaires. L'Etat devait montrer l'exemple en utilisant lui-même le Léman dans ses transactions voire même dans la rémunération de ces employés ou fournisseurs dans les cas qui s'y prêtent.</p>	<p>Plus de proactivité ! Je suis la première à reconnaître n'avoir pas entrepris la démarche au niveau personnel. Mais si on me propose d'essayer je suis prête à faire le test.</p>	<p>On en revient au nécessaire soutien des pouvoirs publics.</p>

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction	Les pouvoirs publics sont des acteurs économiques importants pour l'économie locale, à travers leurs achats/ventes de prestations. Des Villes comme Carouge, Grand-Saconnex, Plan-les-Ouates ont décidé d'utiliser le Léman dans leurs relations économiques de proximité, et de devenir « bureau de change ». Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	A titre personnel des conseillers administratifs, députés ou conseillers municipaux ont décidé de recevoir une partie de leurs salaires et/ou jetons de présence en léman, des particuliers les ont suivi. Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	Le Léman se crée actuellement en coopérative à but non lucratif (LEMANEX) pour professionnaliser et pérenniser ses activités. Il représente aujourd'hui une alternative financière pour les entreprises et répond à un besoin non couvert par les banques locales, notamment la BCGe - le petit crédit de fonctionnement à taux nul. Comment promouvoir et garantir la pérennité de cette activité économique de « service public », sachant que le plan d'affaire est « rentable » sur 3 ans et demi ?
Regamey	Murielle	Egalité & Equité	candidate	<p>A mon sens pour généraliser une expérience il faut la rendre le plus visible possible afin qu'elle devienne familière.</p> <p>Par exemple lors de grandes manifestations telles que la fête de la musique, proposer à un maximum de stands d'accepter aussi le Léman et de l'afficher.</p> <p>De même dans les marchés.</p> <p>Peut-être pourrait-on organiser un/des marché "tournant" dans le bassin genevois où on utiliserait le Léman. Marché qui pourrait se tenir une semaine sur deux d'un côté comme de l'autre de la frontière. Le marché peut aussi être un lieu de rencontres et d'échanges autour des monnaies complémentaires et le Léman.</p> <p>Saisir toute opportunité d'informer, d'expliquer pourquoi le Léman a été créé, les avantages et inconvénients, en quoi cela contribue à créer un circuit économique résilient, etc. car la plupart des gens ont oublié la crise financière de 2008 et nombreux sont ceux qui ne comprennent pas l'utilité d'une monnaie complémentaire.</p> <p>C'est la pérennité de l'expérience qui permettra l'approfondissement.</p>	<p>Comme dit plus haut, pour généraliser il faut en parler, le rendre visible et quotidien.</p> <p>Peut-être serait-il judicieux d'informer et de faire connaître ces expériences par de petits articles dans les journaux locaux, notamment dans les villes concernées</p> <p>Un affichage clair et bien visible dans tous les établissements, entreprises, lieux, où le Léman est utilisé permettrait déjà de le faire connaître et peu à peu de le rendre familier.</p> <p>Les villes qui utilisent le Léman pourraient proposer la possibilité de payer aussi en Léman lors de manifestations telles que marchés, expositions, festivals, etc. et saisir ces opportunités pour informer comme proposé plus haut.</p>	Je ne peux répondre car je ne maîtrise absolument pas ce domaine
Bugnion	Jean-Michel	PDC	enseignant retraité	Pour favoriser une économie de proximité, pourquoi ne pas verser une partie de l'aide sociale en Lémans, tout en renseignant les bénéficiaires sur leur utilisation.	Difficile d'imposer, il faut que le choix reste affaire personnelle. Donc, je ne vois qu'une promotion convaincante pour notre monnaie locale.	Coopérative à but non lucratif cela signifie que ses membres ne peuvent s'enrichir et que les bénéfices doivent être réinvestis dans l'association. Il faut négocier avec l'administration fiscale.
Schrag	Sylviane	PDC	responsable economat	les monnaies locales sont de bon moyen de mettre en valeur une économie de proximité il est important d'en analyser les bienfaits et de faciliter sa promotion et son adoption par d'autres administrations unes	proposer dans les administrations publiques et laisser le choix aux fonctionnaires de recevoir une part de leurs salaire en Léman	
Meyer de Stadelhofen	Philippe	PDC	employé	En incitant les communes à généraliser l'usage du Léman. Peut-être que certaines prestations, p.ex. le chèque de rentrée scolaire, une part des allocations de chômage et des allocations familiales pourrait être versée en Léman. Il faut également que le réseau de magasins/entreprises l'acceptant soit étoffé.	Même réponse que ci-dessus	Un engagement des pouvoirs publics, de type cautionnement, devrait être envisagé.
Wenger	Thomas	Parti socialiste	Député	Des films comme "Demain" ont fait une belle promotion aux monnaies complémentaires locales. Il faut continuer à les promouvoir. Il faut également augmenter les partenaires afin que le Léman soit accepté dans de nombreux commerces autour du Léman. Payer une partie des salaires en Léman peut aussi être une solution.	Plus il y aura de commerces, restaurants et lieux de loisirs qui accepteront le Léman, plus les gens accepteront d'être payé en partie en Léman.	En prenant exemple sur la méthode et le succès du WIR.
Scheller	Gérard	Liste égalité et équité	Membre	Le Léman est en effet une bonne réponse. L'initiative Monnaie Pleine également puisqu'elle permet de s'en remettre aux autorités législatives fédérales et aux AG d'actionnaires.	En effet plus ces expériences se multiplient, plus le Léman pourra devenir un moyen.	Soutenir le Léman et Lemanex en l'utilisant souvent

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction	Les pouvoirs publics sont des acteurs économiques importants pour l'économie locale, à travers leurs achats/ventes de prestations. Des Villes comme Carouge, Grand-Saconnex, Plan-les-Ouates ont décidé d'utiliser le Léman dans leurs relations économiques de proximité, et de devenir « bureau de change ». Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	A titre personnel des conseillers administratifs, députés ou conseillers municipaux ont décidé de recevoir une partie de leurs salaires et/ou jetons de présence en léman, des particuliers les ont suivi. Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	Le Léman se crée actuellement en coopérative à but non lucratif (LEMANEX) pour professionnaliser et pérenniser ses activités. Il représente aujourd'hui une alternative financière pour les entreprises et répond à un besoin non couvert par les banques locales, notamment la BCGe - le petit crédit de fonctionnement à taux nul. Comment promouvoir et garantir la pérennité de cette activité économique de « service public », sachant que le plan d'affaire est « rentable » sur 3 ans et demi ?
Monbaron-Stress	Fabienne	PLR	Conseillère administrative	<p>Probablement en rappelant plus régulièrement comment fonctionne le Léman, ce qu'il peut amener de positif et de négatif par le biais d'exemples concrets qui parlent à la population (plus qu'un flyer ou une publication Facebook).</p> <p>Probablement aussi en poussant un peu plus ceux qui disent vouloir s'engager à le faire réellement. Je ne suis pas en charge de ce dossier dans ma commune, mais cela fait maintenant un moment que l'on en parle, et qu'on ne fait que d'en parler... comme quoi, convaincre prend du temps.</p>	Même réponse que précédemment.	<p>Voilà qui va arranger les supermarchés participatifs paysans :-).</p> <p>Probablement en augmentant le nombre de personnes qui utilisent les Lémans et permettent de les utiliser dans le cadre de leurs commerces / activités.</p>
CARASSO	Grégoire	PS	Conseiller municipal (PS/GE)	<p>Les monnaies complémentaires représentent une belle illustration de capacité collective à faire émerger des modèles économique (monétaire dans le cas d'espèce) alternatifs.</p> <p>Pour ce qui concerne la monnaie, qu'elle soit scripturale ou fiduciaire, elle repose fondamentalement sur la confiance. L'adhésion individuelle (on quitte le collectif dans ce registre à mon avis) est essentielle.</p> <p>De ce point de vue, les collectivités publiques peuvent jouer un rôle important pour contribuer à la confiance, notamment en proposant, chaque fois que cela est possible, le choix entre monnaie nationale et locale dans les prestations et contre-prestations qu'elle réalise.</p>	En continuant de proposer et encourager, à chaque occasion, le choix d'une monnaie alternative (voir développement plus haut). Imposer une monnaie alternative en tuerait la raison d'être (une alternative) et la condamnerait. Une motion est d'ailleurs en traitement	J'étudierais avec plaisir le BP car si le projet est rentable aussi rapidement (3 ans et demi, c'est court même dans l'univers start up), sa promotion et sa pérennité sont intrinsèquement garantis! Mais j'ai peut-être mal compris la question...
Bidaux-Rodriguez	Patricia	PDC	membre	<p>Dans le cadre de nos activités de vente directe, nous avons créer avec un couple d'amis une monnaie locale, dont le papier est entièrement fait avec les herbes de nos champs.</p> <p>Le but d'une telle monnaie au-delà du soutien évident du circuit court, permet de revaloriser les échanges leur juste titre. Non seulement commerciaux mais aussi sur la valeur et la beauté des échanges !</p> <p>Redonner à l'économie locale une circulation vertueuse. C'est là que la monnaie locale quitte le purement commerciale pour rejoindre une vraie politique au service de la société...</p> <p>cela permettrait de renforcer le pouvoir d'achat et de redynamiser les circuits courts ! Équitable pour tous.</p>	<p>le choix entre les monnaies locales et le FCH devrait être développer.</p> <p>Pourquoi ne pas oser les aides au travers des monnaies locales ?</p>	<p>Afin d'assurer un véritable cercle vertueux, les bénéfices fait par la gestion de monnaies locales devraient être réinvestis dans l'association.</p> <p>L'activité économique devient alors un vrai vecteur d'enrichissement pour l'ensemble de la société locale et non pour les membres individuels ou collectifs</p>
Khattabi Hassar	Houda	PDC	Membre	Il faudrait un cadre déterminé avec des transactions facilitées par un organisme financier qui couvre plus largement le territoire suisse, ainsi qu'une plus grande coopération de la part de PME locales	Proposer systématiquement ce genre de services aux conseillers municipaux, à eux de choisir!	Comme je l'ai dit plus haut, obtenir la coopération de banques plus pérennes comme la BCGE ou La Raiffeisen
Emery-Torracinta	Anne	Parti socialiste	Conseillère d'Etat			

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction	Les pouvoirs publics sont des acteurs économiques importants pour l'économie locale, à travers leurs achats/ventes de prestations. Des Villes comme Carouge, Grand-Saconnex, Plan-les-Ouates ont décidé d'utiliser le Léman dans leurs relations économiques de proximité, et de devenir « bureau de change ». Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	A titre personnel des conseillers administratifs, députés ou conseillers municipaux ont décidé de recevoir une partie de leurs salaires et/ou jetons de présence en léman, des particuliers les ont suivi. Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	Le Léman se crée actuellement en coopérative à but non lucratif (LEMANEX) pour professionnaliser et pérenniser ses activités. Il représente aujourd'hui une alternative financière pour les entreprises et répond à un besoin non couvert par les banques locales, notamment la BCGe - le petit crédit de fonctionnement à taux nul. Comment promouvoir et garantir la pérennité de cette activité économique de « service public », sachant que le plan d'affaire est « rentable » sur 3 ans et demi ?
Salerno	Sandrine	Parti socialiste	Conseillère administrative	Il faut d'abord convaincre les exécutifs et les délibératifs de l'utilité du Léman. Poursuivre le travail de sensibilisation.	Les monnaies complémentaires sont un outil essentiel d'une économie alternative. Un des enjeux est l'appropriation de ces monnaies par les acteurs et les actrices de l'économie locale, condition nécessaire à la confiance propre à la monnaie. La collectivité publique ne peut se substituer à cette adhésion propre aux acteurs. Par ailleurs, la collectivité publique doit veiller à l'égalité des traitements de tous les acteurs économiques, et respecter des règles comptables qui dépendent de la monnaie nationale ce qui limite de fait les possibilités d'utilisation d'une monnaie locale. Elles doivent veiller à ce que les échanges économiques n'échappent pas aux réglementations (charges sociales, TVA, impôts sur le revenu, bénéfice.....).	De fait, si le plan d'affaire est rentable sur 3 ans, la pérennité est assurée. L'enjeu me semble plus être le démarrage, cette période si difficile pour toute entreprise qui crée son propre marché. La Ville de Genève a ainsi mis en place et financé des structures visant à financer le démarrage de nouveaux projets économiques.
Regamey	Murielle	Egalité & Equité	candidate	Pour généraliser, il faut que cela devienne familier à un maximum de personnes. Pour rendre le Léman plus visible, plus utilisé dans le quotidien, ces villes pourraient par exemple proposer le Léman comme moyen de paiement possible à côté du franc suisse lors des marchés, concerts, festivals, etc.	Faire de petits articles dans les journaux et gazettes communales qui informent de cela, des avantages/inconvénients de l'utilisation des Léman, qui publient des listes d'entreprises, de commerces, de fournisseurs, qui utilisent le Léman, etc....	...
Dal Busco	Serge	PDC	Conseiller d'Etat	Cela a été démontré, les monnaies locales représentent un outil complémentaire à la monnaie standard dans une réflexion de consommation et d'investissement de proximité. Je suis à ce titre favorable au développement du Léman en tant que monnaie locale. Il convient en premier lieu de le promouvoir afin qu'il soit largement accepté par les entreprises et commerces genevois. En second lieu, il faudra accroître sa distribution en proposant par exemple aux bénéficiaires d'aides sociales de recevoir une partie de leurs prestations en Léman.	Ma réponse est proche de celle de la question précédente. Dès le moment où le Léman sera largement accepté par les acteurs économiques, son essor sera facilité et les politiciens ou particuliers seront incités à convertir une partie de leur revenu en Léman.	Là encore, l'enjeu est de démocratiser le Léman afin de le rendre plus attractif. Une fois la machine en place, des fonds privés permettraient certainement de garantir la pérennité de cette activité économique.
De Battista	Régis	Parti socialiste Liste n.-3	Conseiller municipal /Directeur de la Fondation pour l'expression associative qui gère la Maison des associations	Je fais partie des premières organisations qui ont participé à la mise en place du Léman. Nous l'avons soutenu en mettant le premier bureau de change au café Les Savoises et à la Maison des associations. Concernant votre question, il faut continuer à promouvoir cette monnaie en Ville de Genève particulièrement dans tous échanges économiques de la Ville de Genève. Pour info à la buvette du Conseil municipale et du Grand conseil cette monnaie est inconnue. Faut que cela change.	C'est une bonne chose. Faut continuer à renforcer cette monnaie par les échanges financiers de ce genre et dans les services de la Ville de Genève.	En ayant davantage d'adhérents et en ayant des fonds suffisants pour garantir les investissements. Il faudrait avoir davantage de dons afin de pouvoir financer des demandes de petits crédits.
Bruchez	Thomas	PS	Candidat au Grand Conseil			
Squillaci	Nicola	PDC	Candidat GC 18	Les monnaies locales sont un excellent moyen de dynamiser la production et consommation locale. Il faut soutenir ces initiatives. Malgré tout, la monnaie est un objectif politique et il faut bien analyser les bienfaits ou autres. On pourrait par exemple accepter les LÉMAN dans l'administration publique et pourquoi pas verser une partie de l'aide sociale dans une monnaie locale pour favoriser la consommation au plus proche !	De promouvoir la démarche et en l'ouvrant à l'administration publique.	Il faut négocier avec l'administration fiscale des solutions pérennes. Faire des activités commerciales.

Nom	Prénom	Parti politique	Fonction	Les pouvoirs publics sont des acteurs économiques importants pour l'économie locale, à travers leurs achats/ventes de prestations. Des Villes comme Carouge, Grand-Saconnex, Plan-les-Ouates ont décidé d'utiliser le Léman dans leurs relations économiques de proximité, et de devenir « bureau de change ». Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	A titre personnel des conseillers administratifs, députés ou conseillers municipaux ont décidé de recevoir une partie de leurs salaires et/ou jetons de présence en léman, des particuliers les ont suivi. Comment généraliser et approfondir ces expériences ?	Le Léman se crée actuellement en coopérative à but non lucratif (LEMANEX) pour professionnaliser et pérenniser ses activités. Il représente aujourd'hui une alternative financière pour les entreprises et répond à un besoin non couvert par les banques locales, notamment la BCGe - le petit crédit de fonctionnement à taux nul. Comment promouvoir et garantir la pérennité de cette activité économique de « service public », sachant que le plan d'affaire est « rentable » sur 3 ans et demi ?
Goudal	Renaud	La Liste pour Genève	Candidat député	Je pense que la meilleure manière de diffuser un message, une idée, changer des comportements et renverser des aprioris reste la communication. Aujourd'hui, internet et les réseaux sociaux me semblent être les vecteurs les mieux adaptés pour y arriver. Mais il ne faut pas négliger des canaux plus traditionnels (presse écrite, radio, bus), même si les coûts ne sont pas les mêmes.	Ma réponse sera un peu la même que précédemment, en réduisant la cible au politique.	Je ne suis pas assez documenté sur la question pour proposer une réponse intelligente à cette question.
ABRAMOVI CH MULLER	FABIENNE	LALISTE 7 - Femmes 2018 au Grand Conseil	Auteure-Productrice (Cinéaste Chorégraphe)	Il s'agit de projets pilote à expérimenter. Il est utile de démontrer l'utilité et de transmettre l'information. Puis d'expérimenter à partir des résultats sur des plus grand territoires.	Il s'agit d'informer et de pouvoir démontrer l'efficacité de ce système économique	En produisant le résultat de ce projet pilote et en l'élargissant
Gauthier	Pierre	la liste pour Genève	président	La question des monnaies locale est une question complexe. En général ces monnaies servent à revitaliser l'économie dans des régions sinistrées ce qui n'est pas le cas de Genève. Néanmoins, il pourrait être envisageable d'utiliser le Léman comme monnaie régionale pour les transactions commerciales locales ainsi que pour l'assistance aux personnes dans le besoin.	Que toutes les entreprises et tous les commerces régionaux acceptent le Léman, c'est la condition pour généraliser son usage.	Il me semble que l'exemple de la banque WIR pourrait être suivi. Une garantie communale ou cantonale serait également bienvenue.
UONG	DINH MANH	PDC	Conseiller administratif	La commune de Confignon a étudié cette question mais par rapport aux activités économiques et commerciales sur son territoire, il est jugé insignifiant de proposer cette initiative.	Il faut concentrer dans un premier temps le développement au milieu urbain, où il y a la plus part d'activités économiques et commerciales.	Ma réponse se trouve dans la question précédente.
Chiaradonna	Denis	Parti Socialiste	Conseiller municipal	Il faut multiplier ces initiatives qui permettent de former et renforcer des communautés locales. cela permet également d'évoluer dans un contexte transfrontalier. D'autres communes devraient se joindre au mouvement.	cela permet de montrer l'exemple et avoir des circuits courts entre les différents partenaires utilisant les lémans. Pour généraliser les paiements des lémans, on pourrait déjà inviter les communes à le faire pour une partie des rémunérations 25% par exemple pour expérimenter.	Les collectivités pourraient se porter garant de l'activité ou par des aides ponctuelles pour le démarrage de l'activité.
Romano	Maria Vittoria	Socialistes	Conseillère municipale, Cadre RH	Une manière de "démocratiser" ce type de monnaie seraient de payer les élu-es en partie en Leman. Il y a une motion qui a été déposée en ce sens à la Ville de Genève. Et ensuite on pourrait élargir aux subventions par exemple.	il faut légiférer.	Il y a deux possibilités à mon avis: - exiger un taux d'intérêt qui ne dépasse pas un certain taux (FONDETEC 5%), - ou alors cela devient un instrument d'utilité publique et alors c'est subventionné par le Canton et/ou commune.
Zimmermann	Olivier	Liste pour Genève	Candidat au Grand Conseil	Il faut généraliser l'usage du Léman auprès de l'administration publique et le promouvoir, avec vigueur, dans l'économie privée. Je suis à l'écoute de toute proposition de Monnaie Léman.	Il faut fixer un minimum de leurs salaires et/ou jetons de présence à recevoir en Léman, 10 % par exemple. Je suis à l'écoute de toute proposition de Monnaie Léman à ce sujet.	L'Etat se doit d'assurer la viabilité de la coopérative LEMANEX. Si élu, je serai à disposition pour rendre cela possible.
Wavre	Rolin	PLR	Vice-président	Le Léman est un bon outil pour promouvoir le commerce de proximité et les échanges entre entreprises locales. Ma commune de Pregny-Chambésy a par exemple placé une partie de sa trésorerie dans le micro-crédit. On peut encourager ces pratiques mais pas les imposer.	Je ne crois pas à la contrainte dans ce domaine mais à l'encouragement.	Si elle remplit une fonction qui ne l'est pas par d'autres, la coopérative LEMANEX devrait rencontrer son "marché" et compléter l'offre actuelle commerciale. On devrait entreprendre des démarches pour que les acteurs de l'économie traditionnelle recommande le recours à la coopérative pour leur clients trop petits

Nom	Prénom	Comment initier une campagne de sensibilisation à destination du grand public sur l'impact du choix de ses relations bancaires et de ses fonds de prévoyances ?	Par quels moyens encourager l'utilisation des outils de notation des fonds de financement, et par quels acteurs ?	Comment rendre obligatoire la transparence des investissements avec, à la clé, la mesure des impacts sociaux et environnementaux ?
Walder	Nicolas	Par exemple par une campagne large d'information et de sensibilisation grand public jumelée à une action ciblée sur les actionnaires, à l'instar d'Actares en 2015, qui proposait des modèles de lettres à envoyer à sa caisse de pension pour l'interroger sur l'utilisation de ses droits d'actionnaire.	On peut agir sur les pouvoirs publics et les caisses de pension publiques pour leur imposer des investissements responsables. Les Verts ont lancé dans plusieurs villes et au parlement cantonal des textes demandant de renoncer aux investissements liés à l'énergie fossile. Cela pourrait être étendu à d'autres types d'investissements et à toutes les entités publiques, subventionnées ou même mandatées. Par ailleurs, on peut par exemple imaginer une campagne auprès de tous les habitant-e-s pour qu'ils écrivent à leur caisse afin de demander le rating esg de leurs investissements.	Il faudrait par exemple rendre obligatoire le rating écosocial des investissements dans les rapports annuels des entreprises cotées, des caisses de pensions ou autres institutions....
Giannelli	Mark	Le consommateur ou le client est libre de ses choix. Nous vivons dans un monde où l'hyper-transparence et l'hyper-communication prédominent, avec ses points positifs et ses dangers. Néanmoins, il est facile de nos jours pour un client de faire le choix de sa relation bancaire et de son III pilier, moins quand il s'agit du II pilier. Des classements "éthiques" de banques en Suisse ont déjà été produits par des organisations telles que le WWF. À chacun de décider où est comment placer son argent. Oui pour plus de transparence et de sensibilisation, mais c'est le rôle des ONG actives dans ce milieu.	De plus en plus de nouveaux acteurs arrivent dans le monde de la notation dite d'impact ou éthique. L'investissement socialement responsable connaît une croissance rapide et je m'en réjouis car elle traduit une préoccupation réelle et grandissante des investisseurs. On a remarqué sur certains marchés qu'une notation éthique entraîne une hausse du prix des titres éthiques et donc une diminution du coût du capital de ces entreprises. Cet avantage peut inciter de plus en plus d'entreprises à s'adapter à la demande des investisseurs en adoptant un comportement vertueux et durable.	Depuis plus de dix ans, la place financière helvétique est mise à rude épreuve. Les raisons: elle n'a pas su profiter de la dernière crise économique pour se réformer et innover. Bien dommage car elle en avait les moyens et les atouts. Nous avons probablement raté l'opportunité de mettre en place des régulations autour de la question de l'éthique au sein de nos établissements financiers. De nombreuses entreprises rédigent dans leur rapport annuel une section sur leur Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), mais cela ne suffit pas. L'émergence de nouveaux outils de gouvernance, de critères de plus en plus précis renforcent la notion de mesure de ces impacts. Les 17 Objectifs du Développement Durable (ODD) qui ont été signés par les 193 états membres de l'ONU sont, selon moi, une opportunité de créer un système international de notation. Des mesures incitatives doivent en outre être mises en place pour que les acteurs non étatiques contribuent davantage au développement durable. À la FINMA et aux différentes associations de la place financière de se mettre autour d'une table et de lancer une telle initiative. Rendre public les résultats des consultations et ne pas avoir peur de nommer les banques qui refusent de s'engager dans un modèle d'affaires plus pérenne.
Goudal	Renaud			

Nom	Prénom	Comment initier une campagne de sensibilisation à destination du grand public sur l'impact du choix de ses relations bancaires et de ses fonds de prévoyances ?	Par quels moyens encourager l'utilisation des outils de notation des fonds de financement, et par quels acteurs ?	Comment rendre obligatoire la transparence des investissements avec, à la clé, la mesure des impacts sociaux et environnementaux ?
MUELLER ABRAMOVI CH	FABIENNE	Avec des spots courts à partager sur les réseaux sociaux.	avec une application intégrer dans un téléphone portable, sponsorisée par des entreprises novatrices dans les énergies renouvelables	avec une taxe plus ou moins importante en cas de non transparence
Langer	Valérie	Peut-être par une approche de proximité, à travers de rencontres prolongées par des campagnes dans les médias? Ou des tutoriels en ligne, en vidéo, simples, efficaces et modernes? Les questions financières sont rapidement rébarbatives et beaucoup de gens se lassent avant d'avoir commencé.	Pas ma spécialité donc je ne pourrais me prononcer	A travers la création et la publication d'un classement des entreprises, publiques ou privées, en fonction de leur degré de transparence
Özdemir	Elçim			
Golay	Séverine	Par des actes de désobéissance civile et une information sur le terrain afin de sensibiliser la population sur leur choix de consommation.	Un regroupement et un recensement des tous les acteurs qui favorise le changement de consommation et de placement financier. Recenser les banques et les produits non éthiques.	Un contrôle plus assidu de ma BNS en premier lieu.
Burkhard	Roland	Un bon logo, des explications courtes, mais claires, des incitations en offrant quelque chose en retour.	Par des incitations ciblées.	La personne qui investit accepte les conditions posées par le contrat.
Bandler	Marko			
Alonso Unica	Manuel			
Leiser	Jean-Marc			
Nicollier	Pierre			
Moyard	Salima	Campagne didactique et pédagogique. Trop de gens ne se rendent pas compte d'à quoi sert leur argent investi sur les marchés financiers.	Bien mais réussir à influencer le grand capital est un vaste défi pour un petit canton.	En l'inscrivant dans les lois fédérales.
Bustamante	Eric			
FONTANA	Jérôme	L'Etat pourrait faire de manière sporadique des campagnes d'informations sensibilisant les individus sur leur responsabilité sociale et environnementale. Un peu dans le genre de la campagne incitant les gens à aller voter, les sensibilisant à leur devoir civique.	Ne sais pas.	Le législateur pourrait rendre obligatoire la notation, sur une échelle claire et simple, de l'impact social et environnemental d'un produit financier. L'idée serait d'avoir un peu la même chose que pour nos produits électriques sur l'efficacité énergétique. Cette échelle devrait être établie par un organisme publique indépendant.
meyer	philippe	Ca, c'est du marketing, pas de la politique.	Sujet fédéral, pas cantonal.	Lancez une initiative populaire fédérale!

Nom	Prénom	Comment initier une campagne de sensibilisation à destination du grand public sur l'impact du choix de ses relations bancaires et de ses fonds de prévoyances ?	Par quels moyens encourager l'utilisation des outils de notation des fonds de financement, et par quels acteurs ?	Comment rendre obligatoire la transparence des investissements avec, à la clé, la mesure des impacts sociaux et environnementaux ?
meylan	jean-michel	développer le sens des responsabilités chez chacun, avant de conclure des contrats de relations financières étudier les relations bancaires et des caisses de pensions, p. ex quels fonds de placement	NE sait pas	initiative politique ou lobbying mais les intérêts en jeu peuvent être importants donc freiner l'ardeur de certains pour une meilleure transparence
Besomi	Alessandro	Aujourd'hui il y a plusieurs façons de s'informer, à travers différents systèmes. Il faut s'assurer que l'information est correcte, mais à partir de la, chaque citoyen est responsable de s'informer.	Seuls les personnes ayant utilisées ces services sont à même de pouvoir donner leur avis!	Déjà plusieurs investissements décrivent et mettent en avant ces avantages. Au client de s'informer, et le cas échéant de ne pas investir!
Wuarin	Marc	La discussion se doit de démarrer avec un soutien de l'État qui s'engage. Une campagne d'affichage, avec des conférences données dans les universités, et des stands d'informations en ville pourrait être utile. De plus, une campagne digitale serait essentielle.	Je pense qu'une fois encore, l'État a les moyens de sensibiliser, d'encourager, et de promouvoir l'adoption du Léman.	Il est malheureusement difficile en Suisse de faire comprendre de l'importance de la transparence. Que ce soit pour les financements politiques malheureusement, et encore plus privé. La mise en place d'une base de données avec un système de notation serait intéressante, mais devrait sans doute passer par une initiative, et donc de l'aval du peuple.
PREISIG	ROBERT	Communiquer sur les domaines d'activités de grandes banques. Médiatiser les banques écoresponsables	Ne sait pas	Par des modifications législatives.
Piguet	Frédéric Paul	Voir les débuts de piste livrés ci-dessus.	Je suis en train de terminer les 1480 p. de The Rise And Fall of The Third Reich de W Shirer. Donc je m'y réfère abusivement. En 1938, les pacifistes ne virent pas que les frontières de la Tchécoslovaquie étaient sacrées car présentaient un rempart pour les démocraties, contre le Mal Absolu (H). Ils crurent qu'abandonner les Sudètes était la condition de la paix... et le monde plongea progressivement dans sept ans de guerre (septembre 38 - août 45). Aujourd'hui les frontières sont dans les écosystèmes, les océans, l'atmosphère, elles sont écologiques, et nous ne parvenons pas à les considérer comme sacrées, alors que l'ordre de l'Holocène est ce qui a permis à la civilisation d'éclorre, et que les mafias vont ravager notre monde en contribuant-profitant des déséquilibres écologiques croissants. Bref, contrôler la finance et l'économie (qui occupent la place du sacré traditionnel – cf. J.-P. Dupuis), impliquerait de reposer la question du sacré, sans le dire car cela froisserait grave les militants. Là encore, il faudrait faire travailler des gens avec des profils très différents, dont des publicitaires et financiers du capitalisme sauvage au tout début d'un processus de repentance (s'ils ont fini le cycle ils seront moins utiles), dans un processus de co-construction. J'adorerais y participer.	Il faut populariser l'idée de Biosphère (notre symbiote). Il faut questionner et remettre en cause le statut de la BNS. Il faut développer les indicateurs environnementaux, ce à quoi l'imagerie satellitaire va contribuer. Il faut éviter d'utiliser l'empreinte écologique qui est un indicateur très bien vendu mais inconsistant et contreproductif (voir Piguet 2007, et Piguet 2019). J'ai fait un cours pour l'Université de Lausanne qui explique cela. Il faut faire des grandes parades avec des créatures fantastiques qui racontent cette histoire dans les villes lors du carnaval ou autres occasions. Et à partir de là, changer le rapport de force. (Je me suis pris au jeu de votre questionnaire mais il va falloir que j'arrête)
THEVOZ	SYLVAIN	En parlant plus clairement et simplement des enjeux bancaires plutôt qu'en jargonnant. En commençant par une action par exemple pour aider les genevoises à remplir leur fiche d'impôts, et à cette occasion, les sensibiliser à cette question.	Par le biais d'une loi sur l'utilisation de notation des fonds de financement.	en obligeant les entreprises à publier leurs investissements dans leur rapport d'activité et à les rendre public
JEANMONOD	Christian	Par une brochure éditée par l'Etat à destination de tous les citoyens	Je ne suis pas un spécialiste de la question. Pas d'avis	En légiférant sur les sociétés anonymes.

Nom	Prénom	Comment initier une campagne de sensibilisation à destination du grand public sur l'impact du choix de ses relations bancaires et de ses fonds de prévoyances ?	Par quels moyens encourager l'utilisation des outils de notation des fonds de financement, et par quels acteurs ?	Comment rendre obligatoire la transparence des investissements avec, à la clé, la mesure des impacts sociaux et environnementaux ?
Frammery	Chloé	<p>En mettant en place un audit des investissements des différentes caisses de pension (en commençant par la CPEG), afin de savoir ce que finance l'argent de nos retraites et qui gère les investissements (est-ce BlackRock, comme pour la Banque nationale suisse ?) ! Le capital de nos retraites (CPEG) a été absorbé dans la "crise" des subprimes, profitant aux méga-banques et secteurs spéculatifs exclusivement. Et puis maintenant c'est à nous de le renflouer ! La loi fédérale de 2010 sur un degré de couverture de 80% des caisses publiques de pension d'ici à 2052 impose à l'Etat de Genève une austérité jamais vue. Et non content de réduire les prestations à la population, les Conseillers d'Etat souhaitent maintenant imposer un degré de couverture à 100%. Cet excès de zèle est extrêmement délétère pour les services publics et surtout pour la population qui en bénéficie...</p> <p>Il est utile également d'opérer un audit des investissements du Canton, avec le détail de tous les créanciers et l'utilisation des crédits obtenus, ainsi que les modalités de remboursement. La dette de 12</p>	<p>Par le biais d'audits citoyens par exemple, comme celui en cours par le CADEGE (Comité citoyen d'Audit de la Dette de l'Etat de Genève).</p> <p>Ce serait les citoyen.ne.s qui attribueraient ces notes en jugeant indépendamment de tous réseaux ou lobbys les pratiques des fonds de financement.</p>	<p>En l'institutionnalisant dans la Constitution et dans la Loi !</p> <p>Tous les investissements publics doivent être transparents (des liens d'intérêt entre les décideurs des investissements et les prestataires ou objets choisis, au niveau des montants engagés, des prestataires qui perçoivent les fonds, des objets d'investissement, des impacts environnementaux, sociaux, politiques, de santé induits par les investissements), et présentés au public, avant d'être effectifs.</p>
Kast	Carole-Anne	<p>Pour toucher un public large, il y a lieu de rendre la question accessible pour des personnes peu sensibilisées à la problématique. Avec des exemples simples qui touchent une majorité de la population.</p> <p>Néanmoins, il me semble qu'une telle mission doit rester celle du domaine de l'associatif en première ligne.</p>	<p>Les pouvoirs publics peuvent poser des lignes directrices et des ratings pour ces fonds. Mais une telle démarche devrait être faite au niveau national, voir international.</p>	<p>Un loi cantonale pourrait rendre obligatoire la transparence des investissements pour tout organisme travaillant avec les collectivités publiques.</p> <p>Pour légiférer au niveau des organismes de financement, y compris dans le domaine privé, il faudrait une législation fédérale.</p>
Meissner	Christina	<p>Il faut vraiment mettre en évidence le lien entre l'argent que l'on place (volontairement ou pas via le 2e pilier par ex, et ce que la banque ou le fonds de prévoyance en fait) par des exemples concrets. Peut être que l'Etat pourrait obliger les banques ou fonds à plus de transparence. Et ensuite il faut que le "client" puisse facilement opter pour un placement plus responsable. SIG l'a fait pour le choix de l'origine de l'électricité et ça marche !</p>	<p>Je ne suis pas spécialiste. Mais j'imagine que l'information la plus large possible est toujours un bon moyen mais il faut que cette information soit fiable et que pour s'en assurer l'Etat devrait être partie prenante. L'office cantonal de la statistique pourrait peut être jouer ce rôle ? La labellisation offre aussi la possibilité d'associer un fonds à certains critères. Mais là aussi la crédibilité des labels doit être assurée par des autorités responsables.</p>	<p>L'Etat pourrait obliger les banques ou fonds à plus de transparence mais sans doute que ce doit être fait à l'échelle du pays (idéalement de la planète mais il ne faut pas rêver...). L'initiative pour des multinationales responsables, que je soutiens totalement, si elle est acceptée permettra d'y parvenir.</p>

Nom	Prénom	Comment initier une campagne de sensibilisation à destination du grand public sur l'impact du choix de ses relations bancaires et de ses fonds de prévoyances ?	Par quels moyens encourager l'utilisation des outils de notation des fonds de financement, et par quels acteurs ?	Comment rendre obligatoire la transparence des investissements avec, à la clé, la mesure des impacts sociaux et environnementaux ?
Regamey	Murielle	Pas d'avis	Je ne connais pas suffisamment le sujet	En posant un cadre clair et des exigences précises. En organisant des audits, les auditeurs étant des professionnels indépendants et des citoyens, et de rendre publics les conclusions des audits.
Bugnion	Jean-Michel	Je crois que de plus en plus de gens prennent conscience de l'intérêt des investissements respectueux et durables. Les gestionnaires de ceux-ci commencent à se faire connaître et la notation "investissement ou fonds vert" gagne en importance. Mais en définitive, chacun est libre de ses choix. Est-ce à l'Etat de promouvoir ou est-ce une affaire privée qui me semble en pleine croissance? Encore une fois, je suis méfiant envers trop d'interventions étatiques dans une économie dont la plupart estime qu'elle tourne plutôt bien.	Voir réponse précédente	Si cette transparence est souhaitable, la rendre obligatoire ne me paraît possible que dans une économie gérée par l'Etat. Dans la nôtre, il faut faire confiance au citoyen-consommateur et le sensibiliser à ce choix.
Schrag	Sylviane			
Meyer de Stadelhofen	Philippe	En montrant l'usage qui est fait de l'argent investi dans certains types de sociétés (pétroliers-matières premières-métaux précieux-huile de palme)...	Il faut légiférer.	Seule la législation peut imposer une telle mesure, si possible au niveau international.
Wenger	Thomas	Une grande campagne de sensibilisation pourrait être financée par le crowdfunding.	L'ensemble des acteurs du domaine financier doivent être encouragés à l'utilisation des outils de notation des fonds de financement. Cet encouragement devrait figurer dans les stratégies développées par le Canton en termes économiques et financiers.	Par le vote d'une loi par le Grand Conseil allant dans ce sens.
Scheller	Gérard	On commence avec Facebook et progressivement les différentes entités doivent s'organiser.	Je suis réticent à créer des agences de notations alors que c'est déjà une catastrophe au niveau mondial	Par des décisions politiques au grand-Conseil et au besoin par une initiative fédérale ou cantonale

Nom	Prénom	Comment initier une campagne de sensibilisation à destination du grand public sur l'impact du choix de ses relations bancaires et de ses fonds de prévoyances ?	Par quels moyens encourager l'utilisation des outils de notation des fonds de financement, et par quels acteurs ?	Comment rendre obligatoire la transparence des investissements avec, à la clé, la mesure des impacts sociaux et environnementaux ?
Monbaron-Stress	Fabienne	<p>Je pense que c'est la Confédération qui peut obtenir ces données, comme de savoir si les assurances ou caisses de pensions ont des portefeuilles compatibles avec les enjeux climatiques, et si oui (ou non) dans quelle mesure.</p> <p>Il doit y avoir des discussions accrues entre les différents entités-secteurs financiers concernés et les autorités.</p> <p>C'est à l'avantage de tous, du climat d'un côté, et des établissements concernés de l'autre qui sont plus concurrentiels sur le marché international.</p> <p>Mais le résultat de ces discussions doivent être relaté au grand public afin que celui puisse également devenir acteur, en décidant de modifier, ou non, ses choix en matière de relations bancaires ou autre.</p>	Pas vraiment d'idée. Seuls les initiés sont concernés...	<p>Probablement par une loi, mais pourquoi faut-il toujours tout rendre obligatoire ?</p> <p>Pourquoi ne pas faire en sorte que les entités concernées y trouvent leur avantage et utilise ceci spontanément pour se mettre en avant par rapport à leurs concurrents ?</p>
CARASSO	Grégoire	<p>- en assurant la promotion des valeurs de l'ESS plus largement</p> <p>- en étant, comme collectivité publique, exemplaire en tant qu'acteur économique (voir par exemple le bilan de la Ville de Genève et de sa caisse de pension en matière de finance durable)</p> <p>- en soutenant en matière d'investissement socialement responsable, d'ESG et de finance durable des politiques publiques telle que l'enseignement et la recherche, mais aussi des espaces de débats et de promotion tels que Geneva Summit on Sustainable Finance.</p>	<p>Tel que je comprends la question, l'enjeu consiste à faire émerger, à côté des outils financiers traditionnels d'évaluation des fonds de placement, des outils spécifiques selon les critères d'investissement responsable afin de pouvoir mettre en évidence (ranking) les fonds les plus performants en la matière.</p> <p>A mon avis, ces outils accompagneront naturellement la croissance du marché des ISR. Comment dès lors stimuler cette croissance?</p> <p>Outre une progressive et souhaitable prise en compte individuelle et éthique de l'importance des ISR, le développement de la finance durable s'accélénera au fur et à mesure que la régulation (et le contrôle) limitera les capacités de certaines activités sous-jacentes aux fonds de violer des normes sociales et environnementales élémentaires (pollution des sols, atteinte aux droits humains, etc.).</p>	Voir réponses ci-dessus. Dans certaines activités, l'importance de la transparence dépasse les investissements mais concerne aussi des transactions (voir ITIE pour le trading).
Bidaux-Rodriguez	Patricia	<p>Il s'agit de la même dynamique pour l'ensemble des choix que nous faisons jour après jour. La recherche de cohérence demande une énergie mise sur tous les fronts du développement durable.</p> <p>l'éducation à la citoyenneté devrait aborder ces thèmes car il s'agit bien d'équité, d'éthique !</p>	le marché avec une notation éthique tendent à faire augmenter le prix des titres éthiques, cet avantage peut inciter les entreprises à s'adapter aux demandes	L'investissement socialement responsable connaît aujourd'hui une croissance. Cela démontre qu'il y a une réelle prise de conscience de la part des investisseurs, des marchés avec des notations éthiques rendent visible les comportements vertueux et durable.
Khattabi Hassar	Houda	Certaines banques ont déjà pris les devants en créant des fonds éthiques. Il faudrait plus de transparence par rapport à l'origine des fonds, et plus de produits de développement durable.	Les outils classiques ne répondent pas forcément à des critères éthiques. Il faut créer plus d'organismes de notation style Moody's ou S&P mais uniquement sur des critères de développement durable.	Seule une loi peut pousser les banques d'investissement à rendre transparente l'origine de leurs fonds. Sinon on peut imaginer une récompense sous forme de publicité de l'état attribuée aux banques qui jouent le jeu
Emery-Torracinta	Anne			

Nom	Prénom	Comment initier une campagne de sensibilisation à destination du grand public sur l'impact du choix de ses relations bancaires et de ses fonds de prévoyances ?	Par quels moyens encourager l'utilisation des outils de notation des fonds de financement, et par quels acteurs ?	Comment rendre obligatoire la transparence des investissements avec, à la clé, la mesure des impacts sociaux et environnementaux ?
Salerno	Sandrine	<p>Les collectivités publiques n'ont pas pour mission de faire la promotion de tel ou tel organisme bancaire ou de prévoyance. C'est en sensibilisant la population au développement durable, aux enjeux humains et environnementaux de leurs choix économiques que les collectivités contribuent à encourager la consommation. Les collectivités publiques peuvent aussi donner l'exemple.</p> <p>Sous mon impulsion, la Ville de Genève a décidé, en 2010 déjà, d'adopter une charte éthique en matière d'investissements responsables. Pour la municipalité, il s'agissait avant tout d'être cohérente avec ses engagements en matière de développement durable, en bannissant notamment tout placement dans les domaines du nucléaire, de la vente d'armes et de la pornographie. Cette décision a été suivie de près par l'adoption par notre Caisse de pension d'une charte relative aux principes d'investissements responsables (2013). Elle a introduit des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans la gestion des actifs, a banni les</p>	<p>Les collectivités publiques doivent donner l'exemple afin de démontrer que les investissements socialement responsables sont non seulement souhaitables mais rentables.</p>	<p>Pour le rendre obligatoire au niveau national ou pour le secteur privé, il faudrait une loi fédérale. Il est toutefois possible de faire un premier pas en légiférant pour que le canton et les communes soient transparents pour leurs propres investissements.</p>
Regamey	Murielle	Pas d'avis	...	<p>Il faut d'abord établir selon quelle critères la mesure des impacts sociaux et environnementaux sera faite. Une fois cela établi, exiger la transparence via des audits, auditeurs indépendants accompagnés de membres de la société civile.</p> <p>Les résultats des audits seront rendus publics.</p>
Dal Busco	Serge	<p>J'estime que ce n'est pas à l'Etat d'initier une telle campagne. Des classements et autres labels sont décernés par des ONG afin d'établir quels fonds ou investissements présentent des composantes éthiques. Je crois d'ailleurs que ces fonds rencontrent un succès considérable de la part de la population qui est de plus en plus sensible à la problématique. Libre donc à la population de s'informer et de faire des choix sur ses relations bancaires.</p>	<p>Les investissements éthiques ou verts ont le vent en poupe. J'en veux pour preuve l'émission d'obligations vertes – green bonds opérée par le Département des finances en 2017 afin de financer la construction de trois bâtiments à hautes performances énergétiques qui a rencontré un énorme succès auprès des investisseurs. Cette émission était caractérisée par une "labellisation" verte validée par un spécialiste. Il me semble donc que les outils de notation, employés par des spécialistes et garants du sérieux et de la crédibilité d'un investissement vont automatiquement se répandre sans forcément encourager leur utilisation: de facto ils offrent une crédibilité et donc un succès ou une réelle valeur ajoutée à un investissement!</p>	<p>La transparence des investissements est fondamentale et la crise économique de 2008 l'a démontré: le meilleur allié des produits économiques défectueux est le flou qui l'entoure et qui risque de provoquer une chute en cascade de tout un système économique. Je considère dès lors que c'est aux établissements bancaires de s'assurer de la transparence d'un investissement et d'en communiquer la teneur (générale, mais également économique et sociale) aux investisseurs.</p>
De Battista	Régis	<p>Faire des films d'informations ou des pièces de théâtre comme ATTAC a réalisé.</p> <p>Contacteur des grands écrivains et économistes pour écrire simplement la nécessité de faire ce lien.</p>	<p>La notation des fonds de financement est nécessaire car il permet de comprendre des situations particulières.</p> <p>Tous les acteurs doivent être encouragés.</p>	<p>Par des lois tout simplement qui déterminent clairement les responsabilités à long terme.</p>
Bruchez	Thomas			
Squillaci	Nicola	<p>L'investissement socialement responsable se développe et je m'en réjouis car cela montre une prise de conscience.</p> <p>Il faut jouer notation éthique.</p>	<p>Oui a plus de transparence, information et sensibilisation. C'est le rôle des ONG, associations, etc.</p> <p>Augmenter l'importance des classements éthiques.</p>	<p>Plus de sensibilisation et d'information. Être transparent.</p> <p>Rendre plus visible les classements éthiques.</p>

Nom	Prénom	Comment initier une campagne de sensibilisation à destination du grand public sur l'impact du choix de ses relations bancaires et de ses fonds de prévoyances ?	Par quels moyens encourager l'utilisation des outils de notation des fonds de financement, et par quels acteurs ?	Comment rendre obligatoire la transparence des investissements avec, à la clé, la mesure des impacts sociaux et environnementaux ?
Goudal	Renaud	Peut-être sensibiliser le public sur le danger qu'il y aurait à soutenir les pratiques de la finance spéculative et l'encourager à ne choisir que des établissements qui refusent ces pratiques?	Je ne suis pas assez documenté sur la question pour proposer une réponse intelligente à cette question.	Peut-être qu'il y aurait des lois à faire voter et commencer par débarrasser le Parlement des lobbyistes?
ABRAMOVI CH MULLER	FABIENNE	Par des petits spots via les réseaux sociaux.	A voir avec ls institution et notamment l'école et les écoles de formation notamment l' EPFL de Lausanne.	Avec une loi et une taxe si la close de transparence n'est pas respectée.
Gauthier	Pierre	Soutenir et promouvoir l'initiative "Monnaie pleine" me semble un bon début.	Je ne suis pas compétent pour répondre avec pertinence sur ce point précis.	Je ne sais pas.
UONG	DINH MANH	Il faut commencer par des choses simples, car le sujet paraît assez complexe pour le commun des mortels.	Je ne connais pas suffisamment d'éléments pour répondre à cette question.	Il est vrai qu'aujourd'hui, lorsqu'on parle des investissements, on parle surtout de la rentabilité économique. Les impacts sociaux et environnementaux sont souvent ignorés, quoi qu'il commence à voir le jour les fonds dits alternatifs. De là à "rendre obligatoire la transparence" ? Je suis plutôt favorable à des mesures de sensibilisation.
Chiaradonna	Denis	Il est très difficile de sensibiliser le consommateur-citoyen qui recherche souvent les investissements avec les meilleurs profits. Il est clair qu'une analyse approfondie est nécessaire puis de le relayer par via les réseaux sociaux, mais également au niveau des collectivités publiques qui sont de grands employeurs.	Il faut déjà informer les consommateurs citoyen pour élever leur connaissance sur le sujet. Il pourrait il y avoir une information via les banques détenus par les collectivités publiques comme les banques cantonales ou Postfinance	Il faudrait modifier la législation pour rendre obligatoire cette transparence. Il pourrait aussi s'agir d'un rôle à donner à la FINMA, mais là aussi il faudra modifier la loi
Romano	Maria Vittoria	Je pense qu'il faut recentrer la problématique sur le collectif. Aujourd'hui la majorité des personnes s'inquiètent pour sa retraite, ses investissements. Il y a une culture très individualiste qu'il faut changer. Les gens se mobilisent souvent quand leur portemonnaie est touché.	Il faut encourager l'utilisation des outils qui de notation qui se centre sur des critères qualitatifs plutôt que sur des critères quantitatifs. Pour cela les acteurs traditionnels ne sont probablement pas assez qualifiés. Il faudra se tourner vers des acteurs "alternatifs" qui maîtrisent les critères dits qualitatifs.	Par la loi et la pédagogie.
Zimmermann	Olivier	Il n'existe actuellement pas de telle sensibilisation et pourtant le besoin est important. Tout moyen de communication de l'Etat doit aller dans le sens d'une telle sensibilisation. Je suis ouvert à toute proposition en la matière.	Il faut légiférer dans ce sens. Je me laisse volontiers conseiller par l'ESS.	Pour rendre obligatoire cette transparence, il n'y a pas d'autre solution que de légiférer dans ce sens. Je compte bien sûr le faire.
Wavre	Rolin	C'est à la société civile, aux associations et à la presse de faire l'exercice critique des différentes institutions bancaires et fonds de prévoyance, de les comparer et de permettre aux clients de faire leur choix en toute connaissance de cause. C'est la politique que je défends comme président de la Fédération romande des Consommateurs (FRC). Pour que le consommateur soit informé et agisse de manière responsable.	idem réponse précédente. L'information et le libre choix de clients informés	Il y a là un problème de mots : la transparence des investissements. On veut certainement parler des entreprises dans lesquelles les investissements sont faits. Les exigences pour les entreprises cotées en bourse sont de plus en plus élevées et c'est une bonne chose.